

*Congrès AFSP Toulouse 2007*

*Atelier n°24 « Partis politiques et changement : tentatives de rapprochements théoriques autour d'une notion incertaine »*

(coordinateurs : Thierry BARBONI, Djamel MERMAT)

**MERMAT Djamel** CERAPS et Ifrésis UMR 8026, Université de Lille 2

**courriel : [djamelmermat@hotmail.com](mailto:djamelmermat@hotmail.com)**

**Le Parti communiste français et ses changements : comment subvertir une forme ancienne ?**

*« Je suis exaspéré, quand j'entends affirmer sur tous les tons "nous avons changé". S'il y a un changement, c'est aux autres de constater. Je trouve étonnant que ce soient les communistes qui affirment "nous avons changé". Si c'était tellement évident, ils n'auraient pas besoin de le dire. Quand tu revois quelqu'un trente ans après, il n'a pas besoin de te dire, j'ai changé. Il y a quelque chose d'incantatoire et de mécanique dans ce leitmotiv. On ne peut plus lire un article sans "nous avons changé" ; entendre un discours... "nous avons changé". En plus, ce sont les mêmes hommes qui disent "nous avons changé". Il ne faut pas faire la part des hommes plus importante qu'elle n'est, mais quand même... » [Passevant, 1993 : 197]*

Etudier le champ politique inclut de s'intéresser aux changements qui le traversent. Or, peu de partis ont davantage changé au cours de leur histoire que le parti communiste français. Mais ce qui distingue fondamentalement ce parti des autres organisations politiques en France, est qu'il a toujours exprimé la volonté de changer la société, et surtout la volonté de se changer lui-même, tout en affirmant dans le même temps son souhait de demeurer égal à lui-même, de ne pas changer. Cette tension, vécue douloureusement par le PCF, il s'agira de l'analyser. Nous procéderons à une recherche sur les modes d'expression de cette tension, sur les registres et répertoires discursifs permettant de tenir ces deux éléments (inertie et changement), sur une longue période : 1975-2004. Nous espérons ainsi mettre à jour les ressorts d'un dilemme, particulièrement difficile à résoudre, et qui prend pour cible centrale l'identité partisane du PCF.

En effet, le PCF semble voué, tel un funambule, à demeurer dans une position singulière, d'équilibre précaire entre permanence et changement. Ainsi, le PCF se proclame « parti révolutionnaire », « avant-garde » éclairée d'un mouvement de libération de l'homme exploité, mais ne peut abandonner une fonction de conservateur d'un héritage. Il apparaît à la fois comme un instrument de changement et un conservateur de traditions. Autrement dit, il fait constamment le choix de demeurer communiste tout en introduisant des nouveautés, des rectifications plus ou moins lourdes de conséquences dans son fonctionnement interne, notamment concernant la question de la démocratie partisane. Par conséquent, le PCF semble *a priori* voué à demeurer dans une position intermédiaire : entre immuabilité et changement, entre préservation et changement :

« Le communisme fut, à la fois, Prométhée, de par son ambition d'édifier une nouvelle civilisation, et *kupamanduka*, du nom de cette grenouille, dont parlent les textes sanscrits, qui vit au fond du puits, méfiante envers tout ce qui lui est extérieur, avec une vision du monde "strictement réduite au puits". » [Amartya, 2001 : 351]

Pour autant, doit-on en déduire que le changement est soluble dans l'immobilisme ? Que le changement est partie intégrante du PCF ? Que « la culture communiste est par essence création et innovation bien plus que tradition » [Leroy, 1985 : 282] ? Le PCF traduit, de cette façon, son vœu à la fois de demeurer ce qu'il est, un parti « communiste », et par là de conserver les caractéristiques originelles dont il s'est dotées à Tours, tout en proclamant, et parfois en mettant en œuvre, des changements dans son organisation, son fonctionnement pour aller vers toujours davantage de démocratie. Autrement dit, les dirigeants communistes oscillent entre la volonté et le refus de changer [Lavau, 1981 : 84-91]<sup>1</sup>. A partir de là, le PCF est à la recherche d'un équilibre introuvable, partagé entre un désir plus ou moins affirmé de modernisation et un attachement nostalgique à une forme de familiarité communiste (internationale). Et si les années 1974-1975 où mûrissent les idées

---

<sup>1</sup> G. Lavau [1981 : 84-91] évoque dans « Chapitre II : La représentation politique de la classe ouvrière : "Les adaptations du PCF au changement" ».

qui donneront lieu au 22<sup>e</sup> congrès, décident les dirigeants à délaissier le modèle qui jusqu'alors constituait la référence pour les partis communistes et de s'affirmer en faveur d'un « socialisme à la française », ils n'iront pas jusqu'au bout du changement préconisé. En effet, le « socialisme à la française » devient le but d'une organisation qui a conservé en l'état le centralisme démocratique, les cellules, les statuts du parti...C'est d'ailleurs, en dépit de cette contradiction, que le PCF va évoluer vers toujours plus de démocratie dans sa vie interne mais sans pour autant toucher à son « sacro-saint » principe de fonctionnement qu'est le centralisme démocratique <sup>2</sup>.

Comme nous le voyons, les changements qui affectent le parti ne peuvent pas, par incidence, dépasser certaines limites. En effet, comme le souligne M. Lazar : « Le véritable "tournant" n'eut donc vraiment lieu que lorsque le débat s'orienta clairement vers une remise en question de l'organisation du parti » [Lazar, 1996 : 296]. Il est vrai qu'à partir de 1976, la transformation révolutionnaire de la société excluant la dictature du prolétariat constitue l'affirmation que le socialisme pour la France doit être absolument différent de ce qui avait existé jusqu'alors. Mais nous demeurons intrigués lorsque les communistes français affirment que ce « socialisme aux couleurs de la France » passe par l'élévation de la conscience politique, par l'union, le rassemblement à la base et l'action de masse. Or, l'élévation du niveau de conscience politique s'appuie sur deux éléments intégralement « soviétiques » : la cellule, et le journal de propagande. Ainsi, tout en améliorant son fonctionnement, sa propre démocratie, ses débats, et son activité, tout en prenant en compte la réalité, le PCF veut demeurer tel qu'il s'est forgé au cours de l'histoire, « le moyen nécessaire et indispensable du combat émancipateur de la classe ouvrière et du peuple de France ». En résumé : le PCF c'est le changement plus l'immobilité, ou comme l'a dit Marc Lazar : « le PCF a prospéré en jouant continûment d'une invocation du futur et d'un appel au passé, de la rupture et de la continuité : de la sorte, il a progressivement réalisé une synthèse des contraires qui a évolué au cours de sa longue histoire tout en conservant certains traits invariants » [Lazar, 2002 : 24].

Finalement, comme nous venons de le montrer, le patrimoine identitaire du Parti communiste n'a cessé d'entretenir des relations intimes avec le changement, et les dirigeants communistes n'ont cessé d'engager des changements majeurs depuis 1975-1976. Mais, au juste : pourquoi et comment le PCF change-t-il ? Selon quels procédés, protocoles, cérémoniaux, ou méthodes, accomplit-il ses transformations ? Car comme le notait Cornélius Castoriadis : « A la question que l'on posait : dans quelle mesure le PCF a-t-il pu, dans les circonstances dramatiquement changeantes des vingt-cinq dernières années <sup>3</sup>, se maintenir et se conserver, non pas comme force numérique et électoralat, mais comme Appareil totalitaire, on donnera donc une réponse complexe ou (...) réponse dialectique (...). *Le PCF s'est maintenu comme tel – en même temps qu'il se transforme.* Mais il se transforme *vers quoi ?* <sup>4</sup> » [Castoriadis, 1977 : 58].

C'est à cette question principale que nous allons maintenant nous consacrer.

En effet, l'étude des partis politiques constitue l'un des thèmes canoniques de la Science politique. Et les résultats obtenus en cette matière sont très loin d'être négligeables. Mais la problématique classique des partis politiques rencontre aujourd'hui ses limites. Certaines sont permanentes : ainsi la typologie classique des systèmes de partis (multipartisme / bipartisme / parti unique) ne peut rendre compte de la structure partisane

---

<sup>2</sup> Qu'il n'abandonnera *officiellement* qu'en janvier 1994.

<sup>3</sup> 1952-1977.

<sup>4</sup> Castoriadis [1977 : 41-61]. Sauf avis contraire, c'est nous qui soulignons, à chaque fois par l'italique, des passages dans les extraits cités.

spécifique de telle ou telle organisation politique. Il est dès lors indispensable, si l'on veut pouvoir utiliser les acquis de la politologie classique, d'inventorier de façon précise les apports qu'elle a pu réaliser, les manques qu'elle peut charrier, et les limites qu'elle ne peut franchir. C'est pourquoi, dans un premier temps, nous tenterons de proposer une autre perspective de recherche sur les relations entre partis politiques et changement(s) (I).

Or, pour cerner au mieux la réalité organisationnelle d'un parti, il nous semble *a priori* conseillé d'explorer trois voies principales : les représentations que le parti se fait de lui-même, et les représentations que l'on se fait de lui (c'est-à-dire la nature organisationnelle du parti telle qu'elle apparaît dans les discours, les documents officiels, et les textes des responsables...) ; les énoncés discursifs (justifications des changements) et les registres émotionnels (peur de changer, honte de changer...) ; et enfin, les comportements directement observés par le chercheur.

Car l'identité du PCF peut donc se définir à partir de ses perceptions, à commencer par leur nature subjective, puis par leur structure dans l'organisation [Neisser, 1976]<sup>5</sup>. Si bien que l'on peut dire que la perception ne donne pas le réel, mais une représentation du réel plus qu'« une invention de la réalité » [Watzlawick, Hacker, 1996]. C'est pourquoi, nous interrogerons les représentations, ou plus exactement les imaginaires du changement au Parti communiste français, durant la période 1975-2005 (II).

En fait, la crise du parti communiste français est une des formes de la crise des forces qui proposent de transformer la société. Elle traduit l'inadaptation de ce type de partis à la situation nouvelle de ce début du 21<sup>e</sup> siècle (créer une perspective crédible pour la gauche de reconquérir le pouvoir après trois années d'opposition au gouvernement). Et le problème que posent ainsi les communistes eux-mêmes est celui d'une transformation du Parti qui soit à la mesure des transformations qu'appelle la crise de ces partis. Il s'en suit que les manières d'être et d'agir du PCF sont appelées à changer parce que ses manières de penser et de connaître la réalité elles-mêmes se modifient fondamentalement. C'est là que réside tout l'enjeu du choix d'une méthode et de sources capables d'« utiliser » le PCF comme révélateur du changement (III).

## **I. Une autre perspective de recherche sur les relations entre partis politiques et changement(s)**

Les transformations organisationnelle et partisane du PC français, il est vrai, constituent un terrain propice au réexamen des théories et modèles du changement partisan. Il s'agit en effet d'un cas emblématique de la confrontation entre, d'une part, un projet organisationnel volontariste, et des pressions liées à des processus de changement plus ou moins rapides d'autre part. Il constitue en quelque sorte un laboratoire à travers lequel le chercheur peut observer *in vivo* le devenir d'une organisation partisane, porteuse d'un projet radical, et qui se retrouve confrontée, sur une longue période (1976-2005) à une diversité de chocs de natures diverses. Son projet organisationnel initial s'est notamment heurté aux contraintes des institutions (l'affaiblissement du poids de l'Assemblée nationale dans la Constitution de la V<sup>e</sup> République, par rapport à la IV<sup>e</sup> République ; le rôle fondamental de l'élection présidentielle depuis 1962-1965, et par conséquent la présidentialisation du régime...) et de la compétition électorale (avec le PS essentiellement). Notre travail consistera à démontrer comment un parti politique, notamment à travers ses dirigeants, a essayé de trouver une issue à cette contradiction

---

<sup>5</sup> Pour Ulric Neisser, la perception est un processus circulaire qui fait appel à des cognitions ou schèmes d'action, intériorisées par la personne, modifiées par l'expérience et spécifiques aux configurations perceptives, qui forment un « schéma » ; le schéma dirige les activités perceptives qui à leur tour modifient le schéma (par l'exploration, la sélection ou la configuration).

majeure : affirmer qu'il change tout en scandant qu'il reste lui-même. Parmi les éléments contextuels sur lesquels il convient de se pencher, celui qui a retenu le plus tôt l'attention est la structure sociale. Au début des années cinquante, peu après la publication des travaux de M. Duverger, G. Lavau y répondit en insistant sur le fait que tant le système partisan que les institutions sont le fruit de la sociologie et non l'inverse [Lavau, 1953]. Très souvent, les auteurs qui insistent sur le poids de la sociologie font en même temps référence à la tradition historique nationale comme deuxième élément contextuel. L'approche que préconise G. Lavau a l'avantage de ne pas faire du parti une abstraction immuable. En effet, l'auteur introduit la dialectique et l'histoire. Ainsi, jusqu'à la fin des années 1970, bien que le PCF ne prête pas le flanc à sa re-qualification en (un) parti social-démocrate, il subit néanmoins de son environnement, des pressions qui vont dans le sens d'une assimilation fonctionnelle partielle à la social-démocratie.

A cette explication, nous adjoindrons aussi l'analyse fonctionnaliste proposée par Georges Lavau [1968, 1969]<sup>6</sup> à la fin des années soixante. En effet, l'auteur montre que sous la V<sup>e</sup> République, le Parti communiste français se spécialisa dans un statut relativement confiné de parti purement contestataire, de défenseur des plus défavorisés, position qui constitua son plus solide point d'ancrage. Cette fonction critique, « tribunitienne », pour reprendre l'expression de Lavau, le transforma peu à peu en un parti-syndicat, influent et puissamment organisé, audacieux et pugnace. Aussi, l'analyse en termes de fonctions apporte un éclairage fondamentalement nouveau sur ce PCF contemporain du « gaullisme originel » (1944-1969), mais aussi sur l'évolution de l'organisation communiste en France durant la décennie suivante (1970-1980) [Lavau, 1975]<sup>7</sup>. En effet, partant des études de David Easton et de Théodor J. Lowi (1978), G. Lavau se fixe pour but de comprendre ce parti par rapport aux exigences du système politique français [1981 : 201]. L'influence des institutions, et à travers elles de la société, est posée comme déterminante : « *Le Parti communiste a intégralement adopté le culte des valeurs et des symboles de la République jacobine et laïque : république, démocratie, liberté, progrès, unité de la nation, souveraineté nationale, condamnation du pouvoir personnel, front démocratique contre le fascisme, peuple en armes pour défendre la liberté contre les tyrans, hommage aux philosophes du 18<sup>e</sup> siècle et aux généraux de la Révolution* » [Lavau, 1969 : 46].

En fin de compte, l'analyse fonctionnaliste de G. Lavau nous semble encore pertinente aujourd'hui, à condition de la prolonger par une étude socio-historique, permettant de déterminer les moments-clé de l'évolution du parti ; entendons par là, notamment, la façon dont les différentes strates de l'organisation réagissent à des événements majeurs, le mode selon lequel elles les intègrent ou pas. C'est au cours de tels moments, qui font exception par leur intensité plus que par leur durée, qu'un parti comme le PCF engage ses chances de subsister, joue les limites de son influence. Le milieu des années 1970 nous semble faire partie de ces moments.

Or, pour cette période, nous retiendrons la théorie d'Angelo Panebianco [1988 : 169]. Le choix de cet auteur nous semble complémentaire de l'analyse développée par G. Lavau. En effet, la théorie d'A. Panebianco nous semble innovante et appropriée pour traiter du changement au PCF, quand elle affirme que la nature et la direction du changement éventuel dépendent de la manière dont un parti donné résout trois dilemmes

---

<sup>6</sup> Lavau [1968]. C'est la fonction tribunitienne décrite par G. Lavau [1969].

<sup>7</sup> Nous nous référons principalement aux travaux suivants de Georges Lavau [1975] ; [1978].

organisationnels majeurs [Panebianco, 1988 : 6-15]<sup>8</sup>. Au cours des trente dernières années, le parti communiste français a précisément été particulièrement aux prises avec ces trois dilemmes.

D'abord, le « modèle rationnel » selon lequel l'organisation est principalement conçue comme un instrument en vue de la réalisation d'objectifs spécifiques a pu notamment correspondre au PCF conquérant des années 1971-77, alors que le « modèle des systèmes naturels » en fonction duquel le réel objectif minimal de l'organisation est plutôt d'assurer sa propre survie semble avoir marqué les pratiques de ce parti à partir de 1978. Un second dilemme concerne la nature des « incitants », collectifs (identité, solidarité, idéologie) ou sélectifs (pouvoir, statut, bénéfices matériels), que les dirigeants distribuent aux membres. Ce dilemme semble être constant au PCF depuis sa création. Peut-être arrive-t-il un moment où les incitants sélectifs ont pris le pas sur les incitants collectifs ? Il nous faudra confirmer que ce moment correspond finalement au milieu des années 70 (l'année 1976 pour être plus précis). Une ultime tension ou plutôt un dernier dilemme a trait à l'évolution de l'environnement : le parti tend-il à s'y adapter, ou au contraire à le dominer ? C'est la question de l'équilibre entre la liberté d'action des initiateurs de changements et les contraintes qui les obligent. Nous émettons, pour notre part, l'hypothèse que le rôle que jouent les dirigeants, dans la réalisation ou ne serait-ce que dans l'annonce de changements, est loin d'être autonome.

Cependant, il s'avère que le PCF a pu s'écarter – éventuellement d'une manière radicale depuis les années 1990 – de cette évolution idéal-typique, pour deux raisons au moins [Panebianco, 1988 : 19-20]. Tout d'abord, certaines caractéristiques organisationnelles de la première phase (qu'on pourrait nommer « phase de maturation », et qui correspond aux années 1924 à 1956) tel le principe du centralisme démocratique continuent à être présentes lors de la deuxième phase (que nous situons entre 1956 et 1975 et que nous qualifions de « phase de maintien »), mais soit de manière atténuée soit à l'état spectral. Il s'en suit qu'en définitive, ce qui nous gêne le plus dans les présupposés d'A. Panebianco c'est le caractère quasi-incontestable, fataliste, qu'il décerne au « modèle génétique » du parti [Silverman, 1970], c'est-à-dire à cet ensemble de caractéristiques initiales qui continueraient à marquer fortement l'évolution du parti, même lorsque celui-ci s'est davantage institutionnalisé. Ensuite, A. Panebianco montre que dans les organisations partisans de taille modeste, et le PCF des années 1986 à 1993 peut être classé dans cette catégorie, la capacité d'action des dirigeants est *a priori* plus importante. Or, rien ne permet de dire que le PCF, dans cette période, ait disposé d'une marge de manœuvre plus importante l'autorisant à façonner aisément son organisation. En effet, depuis 1988 au moins, les organisations partisans sont entrées, avec la promulgation de la première loi sur le financement des partis politiques (1988), et à plus forte raison à partir de 1993 (seconde loi en faveur de la transparence du financement des partis politiques, et d'un accroissement de l'aide publique), dans un troisième moment : celui du « parti de cartel » [Katz, Mair, 1995 : 6].

Toutefois, contrairement à leurs devanciers, R. Katz et P. Mair ne posent pas l'existence d'une sorte d'aboutissement dans l'évolution des partis politiques et en cela encouragent l'analyse *in situ* du changement partisan [Mair, 1993 : 121-134]. En effet, à contre-courant de leurs prédécesseurs, ils soutiennent plutôt que les partis constituent progressivement un cartel au sein duquel ils partagent les ressources et parviennent à

---

<sup>8</sup> Pour identifier ces dilemmes, l'auteur se nourrit de plusieurs contributions des théories des organisations, dont Clark, Wilson, 1961 : 129-166 ; Gouldner, 1959 : 400-428 ; Perrow, 1972.

survivre [Katz, Mair, 1995 : 17]<sup>9</sup>. En d'autres termes le *cartel-party* est l'enfant de la société post-moderne [Von Beyme, 1996 : 135-159]. On peut *a priori* trouver trace dans le PCF de l'extrême fin des années 80, et plus encore du début des années 90, des particularités organisationnelles qui dérivent de cette évolution : notamment un relâchement des liens entre les membres et les leaders<sup>10</sup>, et une plus grande autonomie des militants. Cela étant, les meetings et les congrès du parti, demeurent des « rencontres » importantes pour les membres du PCF, et remplissent toujours une fonction symbolique et rituelle indispensable au maintien d'une relation de confiance entre militants et dirigeants. Il apparaît en outre que le mode de prise de décisions des dirigeants du Parti est moins opaque depuis l'année 2000 (congrès de Martigues). Comme on le voit, le paradigme du « parti de cartel », bien qu'il explique d'une manière relativement juste les relations PCF-changement au cours des années 1990, semble avoir perdu quelque peu de son caractère heuristique en ce qui concerne spécifiquement la formation communiste des cinq dernières années (2000-2005).

C'est pourquoi, concernant la période la plus récente, sans réfuter totalement les conclusions de R. Katz et P. Mair, mais pour pallier à leurs insuffisances, nous nous tournerons vers le modèle du « parti de cadres moderne » théorisé par R. Koole [1996 : 520], et basé sur le postulat de la coexistence prolongée de diverses formes partisans : « Il n'existera jamais une forme partisane définitive, car l'environnement des partis est en perpétuel mouvement » [Koole, 1992 : 143]. L'auteur s'attache tout particulièrement à déterminer dans quelle mesure il y a prédominance d'un effet de période ou de génération dans l'évolution des formes organisationnelles des partis [Koole, 1992 : 15]. Or, *a priori*, nous pensons que le PCF de nos jours, peut s'apparenter, par bien des côtés, à ce « parti de cadres moderne ». En effet, aussi paradoxal que cela puisse paraître, alors qu'il était considéré comme un « parti de masses » ancré dans des traditions scrupuleusement observées, le PCF présente de plus en plus les traits principaux de l'idéal-type de parti mis au point par R. Koole : une prédominance du cercle dirigeant sur la base des adhérents, un faible rapport membres/électeurs, une forte orientation vers les électeurs, une structure organisationnelle restant apparentée à celle des partis de masses. On emploie donc l'expression « parti de cadres », mais en y ajoutant l'adjectif « moderne », en ce sens que dans ces partis l'accent est de plus en plus placé sur la démocratie intrapartisane. Toutefois, R. Koole n'apporte que des réponses fort partielles en ce qui concerne les déterminants de ces changements. C'est la raison pour laquelle, si nous reconnaissons à cet auteur le mérite de son questionnement théorique, nous regrettons qu'il n'entreprenne pas d'examiner finement et en détails, et de hiérarchiser les différents déterminants du changement organisationnel.

En règle générale, parce qu'il n'est plus possible d'employer à son égard l'expression de « *parti pas comme les autres* », le PCF comme (pratiquement) toutes les organisations partisans françaises est « à la fois plus fort et plus lointain, contrôlant plus en étant moins puissant, et plus privilégié et moins légitime » [Mair, 1994 : 19]. Et c'est du même coup son identité et sa culture qui (en) sont bouleversées. Mais ce sont surtout les discours et les représentations du changement d'identité et de culture du PCF qui retiendront notre attention dans le présent travail. En effet, nous préconisons d'adopter une

---

<sup>9</sup> Selon Katz et Mair [1995 : 17], le *cartel party* sera d'autant plus puissant que « l'aide de l'État aux parties est plus grande et que les occasions de patronage, *lottizzazione* et contrôle sont plus nombreuses ».

<sup>10</sup> Néanmoins pour le PCF il est plus approprié de parler de « rupture(s) » et ce par paliers progressifs dès le cuisant échec des législatives de mars 1978, en passant par des événements tels l'approbation bruyante par Georges Marchais de l'intervention russe en Afghanistan (début 1980) et la présence du secrétaire général du PCF aux Jeux Olympiques de Moscou la même année, jusqu'aux 15,1 % obtenus par le candidat communiste aux élections présidentielles du 26 avril 1981...

sociologie des imaginaires du changement au PCF. Qu'est-ce que cela signifie ? Quels domaines recouvre cette sociologie ? L'imaginaire est un peu imitation du passé [Chesneaux, 1996 : 151-172], mais c'est une imitation déformée par le mécanisme même de la projection, qui peut transformer les percepts, les structures acquises par les apprentissages adaptatifs<sup>11</sup>, en les contraignant à devenir sans trêve autres qu'ils ne sont. C'est pourquoi, nous parlons de contexte de vie de l'imaginaire. Or, l'imaginaire contribue à réorienter les conduites en restructurant les motivations et les aspirations. Une sociologie politique des imaginaires du changement au PCF suppose donc de ne pas se limiter aux seuls niveaux conscients et explicites des codifications sociales, mais de s'aventurer dans les coulisses des savoirs des communistes français, là où se fabriquent les représentations du réel.

## II. Pour une sociologie des imaginaires du changement

L'imaginaire du changement est, tout d'abord, ce par quoi les communistes français ont pu dépasser les rationalités pour s'inventer et se doter des moyens d'évoluer [Dubois, 1985 : 17]<sup>12</sup>. Loin d'être une fonction secondaire et dérivée du social, l'imaginaire est l'amorce originaire, l'inventeur de sens ayant toute production de rationalité théorique ou technique. L'exemple du PCF nous montre qu'il n'y a de Parti communiste français que lorsqu'on le solidarise avec l'idée que s'en font ceux qui l'affrontent, ceux qui en parlent et ceux qui en rêvent. Une sociologie politique des imaginaires doit donc procéder à la cartographie et au recensement des institutions, des appareils, des agents producteurs de sens qui interviennent dans des champs de concurrence souvent extrêmement complexes [Féron, 2002].

Entreprise sociale, la fabrique des imaginaires se déploie également dans un constant rapport d'historicité. Plus précisément, une analyse des imaginaires doit s'efforcer de conjuguer les modèles historiques élaborés par chaque société humaine à partir d'un jeu de matériaux symboliques. Ni tout à fait le même, ni tout à fait un autre, l'imaginaire s'exprime dans les versions et les avatars historiques de formes cristallisées. Le PCF n'invente pas totalement les composantes de son imaginaire, il travaille également un « déjà-là » qui prendra des allures inauguratrices en maquillant le fait que créer c'est aussi recycler.

Enfin, une sociologie politique des imaginaires du changement au PCF ne saurait méconnaître une dimension dynamique qui transforme les systèmes symboliques et idéologiques en matrices d'un sens constamment négociable. L'imaginaire est un langage soumis aux règles de la confrontation et de la transaction. Son étude sociologique invite à s'intéresser à la question de « l'énonciation du politique » [Bayart, 1985 : 343-372]. La dynamique des imaginaires ne prend en effet son sens que dans le cadre d'une dialectique des niveaux d'analyse qui associe aux approches institutionnelles les problématiques dites « par le bas » où le regard se porte sur ces « petits détails qui forment autant de manifestations de résistance ». Ce que Michel de Certeau appelait « les réseaux de l'antidiscipline » [De Certeau, 1980 : 3]. Ceci revient à emboîter le pas de Georges Balandier qui encourageait à « rechercher les significations politiques sous les apparences qui les masquent » [Balandier, 1967 : 123], c'est-à-dire à réaffirmer toute la culturalité du politique mais également les complexes codifications qui le structure. Les imaginaires du changement font l'objet effectivement de multiples formes d'investissement symbolique

---

<sup>11</sup> Nous proposons d'entendre par « apprentissages adaptatifs » : une totalité de comportements (motivations, informations, activités motrices ou symboliques, émotions et affects) orientés vers la liquidation d'une tension.

<sup>12</sup> L'auteur distingue d'ailleurs un imaginaire « spéculaire » et un imaginaire « symbolique ».

[Ansart, 1977 : 220-227]<sup>13</sup>. Or, les symboles doivent être irrigués en permanence par des représentations qui puissent constituer autant de références structurantes pour leur intelligibilité dans le cadre partisan. Sinon, ils s'étiolent et dépérissent [Braud, 1996 : 86].

A ce sujet, parmi les grandes catégories d'objets symboliques présents dans le champ politique, nous retenons ici pour l'analyse des imaginaires du changement, ce que Ph. Braud appelle des « faits de langage ». En effet, ce sont parfois seulement des mots clés ou des concepts fortement investis de représentations<sup>14</sup>. Des mots pour dire des valeurs, affirmer une identité, formuler de « grandes causes », évoquer des événements fondateurs. Il peut s'agir aussi de narrations, de récits structurés, d'histoires ayant acquis une capacité mobilisatrice : mythes des origines, de légitimation et de production identitaire. Les intentions des communistes français se traduisent en termes de stratégie proclamée : pourquoi changer ? Comment changer ? Dans quel délai ? De plus, ces intentions ne peuvent ignorer la tactique proclamée qui n'est autre que la définition des transitions entre l'état actuel des choses et l'objectif stratégique visé. En, l'occurrence, cette partie du discours politique est nécessairement celle dans laquelle la cohérence manifeste de l'énonciation est la plus grande [Bon, 1991] parce qu'elle est de fait adaptation obligée à un parti politique qui possède une logique de fonctionnement spécifique [Foucault, 1971]. Il ne s'agit pas cependant d'un « discours-reflet » ; l'agencement spécial auquel il procède des termes de la réalité socio-politique est l'équivalent d'une création [Edelman, 1991]<sup>15</sup>. Toutefois, ce discours ne peut avoir d'efficacité que s'il trouve écho auprès de catégories déterminées (celles-ci peuvent être une classe, un groupe d'âge, un groupe d'expérience, le peuple tout entier). C'est la condition de l'adaptation tactique sans laquelle la stratégie demeure simple vision du monde. Le discours politique apparaît d'ailleurs, au niveau de son contenu, comme un compromis entre des propositions programmatiques de présentation rationnelle, des aspirations propres à des groupes déterminés, et l'attachement aux valeurs dominantes [Labbé, 1977]. Il est donc l'expression d'une conception du parti révolutionnaire visant à changer de société. Cette conception n'est pas créée *ex-nihilo*. Au contraire, elle est le produit d'une histoire qui s'incarne effectivement et de façon imaginaire dans des groupes. Elle exprime aussi dans ce qu'elles ont de particulier, les aspirations des militants que leur choix d'actions sépare en partie de leur milieu d'origine et qui trouvent dans la culture d'organisation une compensation de cette césure. Tout compte fait, le discours programmatique une place de choix aux symboles, à la démonstration et à la structure verbale dont la forme satisfaisante a une puissance d'évocation.

C'est pourquoi, étudier la rhétorique du changement au PCF permet de toucher d'autres processus importants et internes au parti : la construction et l'entretien d'une relation de confiance, la réassurance d'une loyauté partisane, et la mise à jour des ressorts de la fidélité au PCF et à ses dirigeants, fidélité aussi aux repères nécessaires à la masse des adhérents. Nous envisagerons donc également ces mécanismes psychologiques de fonctionnement d'une institution politique :

« L'idéologie politique, en tant que système ordonné et cohérent de *l'imaginaire collectif*, associe le plus étroitement l'idée et la passion, *les représentations* et les affects. C'est bien dans *ces systèmes de représentations* – qui synthétisent à la fois *l'interprétation de la situation*, la désignation des objectifs à atteindre, les moyens pour les réaliser – que vont se nouer

---

<sup>13</sup> On peut se reporter avec intérêt au livre de Pierre Ansart [1977], qui traite notamment de « L'efficacité de la violence symbolique ».

<sup>14</sup> Le « changement » en est un exemple frappant au sein de la culture communiste.

<sup>15</sup> Cet auteur va jusqu'à écrire par exemple : « Le langage politique est la réalité politique » [cité dans Le Bart, 1998 : 117].

étroitement *les langages* et les sentiments. L'idéologie politique (le communisme) est simultanément un système d'idées et un système de sentiments, susceptible de constituer, selon les situations et les conjonctures, un mode d'expression et de canalisation des affects et un mode de contrôle. » [Ansart, 1983 : 22-23]

En effet grâce aux propriétés qui découlent de la présence du symbolisé dans le symbolisant, les discours sur le changement permettent la reconnaissance mutuelle des membres de la communauté entre eux et l'établissement de la frontière symbolique du groupe. La communication symbolique, sur le mode du performatif, qui se déploie au sein des rites, assure une cohésion collective toujours menacée par la variété des personnalités et les intérêts divergents que l'on retrouve dans toute organisation partisane. Le symbole communiste nous paraît être le signe qui permet de condenser et de désigner une identité cohérente et unifiée. Plus exactement il la proclame comme telle :

« L'étude des délégués du 19<sup>e</sup> Congrès du PCI (à Rimini). (...) Une nette majorité de délégués ne se référant plus à aucune des valeurs du communisme, il n'est finalement pas surprenant qu'elle ne désire plus s'appeler...communiste. A l'inverse, *les défenseurs du nom* sont aussi ceux dont *l'imaginaire politique, les références culturelles, s'inscrivent dans la tradition communiste.* » [Dormagen, 1992 : 204]

Les transformations symboliques semblent plus périlleuses que les changements de lignes politiques. Or, la fonction remplie par le symbole dans la structuration de l'identité nous semble expliquer, en partie, la croissance fulgurante d'une organisation dépourvue de cadres et de moyens. Mais les rapports entre symbole et identité sont complexes. Il serait tout aussi erroné de voir dans le symbole la simple expression d'une identité qui lui serait préexistante que de faire du symbole un maître tout-puissant auquel l'individu se soumettrait. Le symbole obéit à des règles et contient des propriétés qui le distinguent du simple signe arbitraire. Le fait que sa remise en cause puisse être vécue comme une atteinte profonde à l'intégrité de la personnalité montre assez les liens inextricables du signe symbolique avec l'identité ou plus exactement avec une identité unifiée sur un plan imaginaire. D'autre part si le symbole n'était qu'un signe conventionnel permettant de désigner une identité qui lui soit entièrement extérieure, on ne comprendrait pas pourquoi sa substitution par un autre signe serait aussi difficile à supporter. L'étude des années 1990-2000 montre d'ailleurs que la « mutation » et en particulier le changement éventuel de nom et de symboles correspond à un ajustement de l'identité politique et culturelle aux signes censés la représenter. Il en fut ainsi pour le PC italien.

### **III. Le changement passé au révélateur du PCF**

Proposer un cadre d'analyse du changement à travers ses imaginaires, c'est-à-dire une recherche portant sur des ensembles comprenant des représentations, des discours, et des politiques du PCF en la matière, est parfaitement inédit. Cette injustice avait été pointée du doigt par Annie Kriegel, et ce dès 1977 dans une réédition de son livre consacré aux communistes français. Elle y exprime l'avis que ceux qui disent que le PCF a changé masquent la vraie question. Celle-ci est, selon l'historienne : le PCF « vieillit »-il normalement en continuité ou est-ce qu'il brise « sa primitive appartenance à un ordre pour entrer dans un autre » ? [Kriegel, 1985 : 6] C'est la problématique de la continuité ou du changement posée en termes d'idée, et pas uniquement en termes d'organisation (les structures) ou de relations politiques, que nous souhaitons traiter ; c'est en fait le véritable tourment qui a tenaillé le PCF depuis pratiquement sa création. Nous montrerons comment ce parti traduit son désir à la fois de demeurer ce qu'il est, un parti communiste, et par là de conserver les caractéristiques originelles dont il s'est dotées à Tours, et ne cesse de proclamer des changements, dans son organisation, son fonctionnement pour aller toujours

vers davantage de démocratie. Les dirigeants du PC français oscillent entre la volonté et le refus de changer [Lavau, 1981 : 23 et s.]<sup>16</sup>. Ce qui fait vraiment question, ce n'est pas seulement le « changement » ou le « non-changement ». Mais, sur quoi le PCF change-t-il, sur quoi ne change-t-il pas ou, s'il paraît changer l'espace d'un temps, revient-il invariablement à ses positions antérieures ? Quels sont les espaces stratégiques du changement et de la permanence ? Quels sont les mécanismes et les ressorts profonds d'une permanence admettant des variations devenues à un moment donné – mais pourquoi ? – non essentielles ? Enfin, dans la mesure où il ne « change » pas – terme de toute façon impropre, est-ce qu'il ne le veut pas, ou qu'il ne le peut pas ? Notre étude vise par conséquent à combler un vide dans le domaine des recherches portant sur les relations entre les organisations partisans et le changement.

En effet, depuis les travaux précurseurs d'Annie Kriegel au milieu des années soixante, nous ne trouvons finalement aucune recherche sur le PCF qui se soit attachée à étudier en particulier la tension qui existe chez la plupart des communistes, entre la volonté de rester le plus longtemps fidèle au communisme et le souhait de rénover en profondeur les pratiques et la pensée d'un parti politique à l'avenir plus qu'incertain. C'est pourquoi, notre étude portera principalement sur les énoncés du changement dans le sens où nous suivons l'application et le développement d'une terminologie de certains mots-clés dans le vocabulaire du Parti communiste français pendant une période de trente ans. En effet, ce mode de recherche nous semble justifié, car nous pensons comme A. Kriegel que le PCF a, pendant longtemps, exercé un magistère de la parole.

« Ce n'est pas seulement le linguiste mais l'historien qui intéresse l'étude du vocabulaire communiste, (...) pour poser et tenter de résoudre des problèmes historiques. C'est qu'en l'occurrence l'étude du vocabulaire est une technique d'investigation entre d'autres, visant à constituer une certaine information présentement inaccessible par d'autres moyens plus classiques...*Le phénomène communiste en France et dans sa dimension internationale est lié à un langage.* » [Kriegel, 1974 : 97]

Or, les communistes expliquent les progrès (électoraux, théoriques, en termes d'effectifs...) ou la longévité de leur parti précisément par son identité, par l'irréductibilité de cette dernière à toute autre, par exemple en rappelant les choix de classe qui définissent la nature et l'identité du PC. Et puisque, pour qu'ils aient lieu, il fallait un parti révolutionnaire, un parti de type nouveau, de la sorte les communistes français ne pourraient faire du neuf qu'à partir du passé, de leurs acquis. C'est à cette dernière contradiction que les chercheurs qui ont travaillé sur le PCF ont apporté une série d'explications, afin de justifier le choix du PCF comme laboratoire où expérimenter le changement.

### ***Positionnement dans le champ scientifique : l'étude des relations entre PCF et changements***

Pour être nombreux et réels, les changements théoriques et organisationnels du PCF dans son histoire n'ont jamais été linéaires. Ce parti a connu bien des crispations avant d'évoluer, ce qui fit dire à Annie Kriegel que :

« Les communistes sont de très bonnes ménagères. Ils jettent le moins possible. Qu'un vêtement paraisse un peu usagé ou qu'il soit hors de saison et ils le mettent au grenier, en attendant qu'il ait l'occasion de resservir. (...) *le PCF dure ainsi depuis une soixantaine d'années avec un très petit nombre de formules, mais des formules ajustées en permanence.* Il

---

<sup>16</sup> Georges Lavau évoque un parti « changeant et immuable » [1981 : p. 23 et s.].

dispose ainsi d'excellentes ressources. Comment comprendre sinon son exceptionnelle capacité de perdurer ?<sup>17</sup>. » [Kriegel, 1979 : 192-193]

D'où il ressort une idée essentielle, paradoxale par bien des aspects : le PCF a toujours souhaité « changer mais en restant lui-même, changer pour être mieux communiste » [Mer, 1977 : 219-225]<sup>18</sup> : « en réutilisant la même argumentation, en proposant aux militants de modifier leur *façon d'être* tout en les rassurant sur la permanence de l'identité du parti, on affirme que l'essentiel sera préservé » [Pudal, 1989 : 164]. Il existe *a priori* pour le PCF une tension extrême entre la volonté de changer et la peur de se renier, de perdre son identité de « communiste ». L'idéal de changement des communistes pourrait se résumer en une formule : « Changer ? oui, mais en restant soi-même ! ». Le PCF se trouve en tension entre les *aggiornamenti* inéluctables et les commémorations conservatrices nécessaires au maintien de son identité : « je crois assez à cette idée que le Parti, au milieu de tout ça, tout en changeant, reste ce qu'il est. Il continue en s'amendant, en réfléchissant, en s'autocritiquant, en se réformant, en vivant, quoi » [Harris, De Sédouy, 1974 : 50-51].

Le PCF apparaît de la sorte à la fois comme un promoteur de changements et attaché à une tradition. On trouve trace de cette tension constitutive dès les travaux d'Annie Kriegel. Ces travaux permettaient dès les années 60 de comprendre pourquoi c'est précisément parce qu'il est une société structurée, dotée de mécanismes internes propres, que le parti communiste peut évoluer et changer [Kriegel, 1964]<sup>19</sup>. Et grâce à elle on mesure déjà, à la charnière des années 60-70, comment les procédures respectives de renouvellement et de stabilité ne sont pas anarchiques du moins tant que l'organisme reste impénétrable (par des éléments extérieurs). D'ailleurs, la conception d'un parti imperméable aux pressions sociales, est une utopie concrète, grâce à laquelle les membres du parti se donnent conscience de leur force et peuvent agir avec un minimum de cohérence. Sur le plan de la méthode, A. Kriegel, tire des situations communistes la constatation d'une tendance à l'immuabilité des PC.

« à l'écart, ou dans un autre "état", il est en effet un second niveau (...) qui est le lieu où se découvre une étrangeté foncière, cette étrangeté qu'on traduit dans le langage courant en disant qu'un parti communiste n'est pas "un parti comme les autres". (...) Ce second "état", c'est celui (...) [qui] est le plus mal connu dans la mesure où il est dérobé au regard de qui n'est pas directement et volontairement concerné. *C'est le pôle caché. Cet état, c'est aussi le pôle de la stabilité : par-delà les adaptations et les remaniements, il maintient l'identité à soi.* » [Kriegel, 1968 : 335, 337 et 339]

Ceci dit, le souci d'auto-préservation de l'appareil se heurte aussi, en permanence, à la réalité irréductible de la gauche non communiste. Le PCF peut à l'occasion prendre ses distances avec les coutumes républicaines<sup>20</sup>, il demeure au sein de la gauche, en particulier par sa clientèle<sup>21</sup>. Comme A. Kriegel en convient, les rapports société-parti ne sont pas un processus à sens unique, ils ne donnent pas seulement au parti le moyen de « puiser à l'extérieur » ce que lui-même ne fabrique pas ; ils permettent aussi à la société d'influer sur le parti.

« Pendant six ans, de 1962 à 1968, les observateurs les plus avertis de la vie politique française convenaient de mois en mois que le parti communiste changeait (...). Ils n'emportaient pas la

<sup>17</sup> Entretien d'A. Kriegel extrait de Duhamel, Weber [1979 : 192-193].

<sup>18</sup> « Toujours mieux soi-même ».

<sup>19</sup> Nous nous référerons notamment aux ouvrages suivants : Kriegel (a) [1964] ; (b) [1964].

<sup>20</sup> Par exemple, en refusant ou menaçant de refuser le désistement habituel aux élections.

<sup>21</sup> Dans les années quatre-vingt, le PCF cherche visiblement à maintenir avant tout son identité. Mais c'est parce que toutes les autres tentatives (l'Union de la gauche comme l'isolement) n'ont pas pu empêcher son recul général. Son repli n'est donc pas seulement la manifestation d'une pérennité de l'esprit d'appareil, mais au moins autant une réponse circonstancielle à une situation de crise.

conviction. D'abord parce que trop souvent, ils présentaient la chose comme faite (...). Mais surtout, était-ce bien le Parti qui changeait ? On peut soupçonner qu'à la limite, et quant il eut dans une affaire concrète saisi où on l'emmenait, *il se rebiffa bel et bien contre qui voulait le faire changer à son insu et à son corps défendant.* » [Kriegel, 1968 : 342]

Cependant, il faut expliquer pourquoi et comment, à un moment précis, il a pu engager une action de rénovation. Se pose alors la question du *moment du changement*. A ce propos, la permanence que constate Jean-Jacques Becker dans la politique communiste concerne surtout un domaine, celui de l'idéologie par laquelle le parti maintient ou tente de maintenir sa cohérence [Becker, 1981 : 16-17]. En effet, une opinion commune est que ce parti est le spécialiste des virages brusques, des retournements brutaux, des stratégies successives et contradictoires. Quand un journaliste écrit le 24 février 1978 dans un quotidien régional, *la Montagne*, « le parti communiste a une aptitude, historiquement vérifiée, pour les retournements soudains », il ne fait que traduire ce sentiment largement répandu. Pourtant, les porte-parole du parti communiste ont toujours affirmé qu'il n'en était rien. Dans *l'Humanité-Dimanche* du 5 octobre 1977, consacrée au thème « Les communistes et la stratégie de l'union », Etienne Fajon, longtemps directeur de *l'Organe central du PCF*, en profitait pour redire combien cette politique avait été une constante :

« la lutte pour l'union n'est pas pour nous une tactique de circonstances, mais un principe constant. C'est le fil rouge qui relie depuis plus d'un demi-siècle les périodes successives de l'histoire du parti communiste français. »

En historienne du communisme, Annie Kriegel lui faisait déjà écho, d'une certaine manière, dans *le Figaro* du 6 septembre 1977 : « On ne dira jamais assez que *la politique communiste est la plus intelligible des politiques, la plus prévisible*, parce qu'elle est fondée sur une logique rigoureuse et anciennement établie. » Mais alors, comment faire coïncider cette idée d'une politique fondée sur une logique rigoureuse avec des déclarations manifestement contradictoires et des changements d'orientation évidents ? En fait, le raisonnement des communistes français peut être en substance traduit comme tel : « Aurions-nous pu accomplir toutes les grandes tâches auxquelles nous faisons référence si, à Tours, l'adhésion à l'Internationale communiste n'avait pas aussi signifié que le nouveau parti révolutionnaire qui venait de naître se dotait d'autres principes d'organisation que ceux qui avaient présidé à la vie de la SFIO ?<sup>22</sup> » [Girault, 1992]. De la permanence de l'idéologie dans le Parti communiste français, et par extension, de l'identité communiste (française), Frédéric Bon a donné une description et une explication plus nuancées et, dans une certaine mesure, plus précise :

« *Immuable et changeante*, l'idéologie communiste pose une énigme qui ne peut être résolue que par une interrogation sur la nature de cette "analyse fondamentale" dont nous avons postulé l'existence. (...) "l'analyse fondamentale" comprend à la fois un noyau immuable et des variantes définies *a priori* que l'idéologue choisit en fonction des circonstances (...). *On peut donc émettre l'hypothèse que la structure de l'idéologie communiste est constituée par un réseau de "possibilités alternatives d'explication" – les variantes – centré sur un noyau normatif immuable.* (...) Ce processus d'évolution lente est, en même temps, un processus de dégradation. » [Bon, 1969 : 138-140]

Cette dualité, pour ne pas dire cette ambiguïté, entre changement et inertie, nous la retrouvons au niveau des directions du parti. En effet, concernant les rapports de forces à l'intérieur du PCF, B. Pudal décrivant la crise, et donc l'opportunité d'un changement des « cadres thoréziens », montre que les éléments de légitimation du personnel politique communiste se sont effrités progressivement dans les années 1950-1960, l'obligeant à

---

<sup>22</sup> D'où le débat ininterrompu depuis Tours entre « révolutionnaires » et « réformistes ».

rechercher un nouvel agencement partisan pour pérenniser sa domination au sein du corps partisan. La crise de l'institution communiste a conduit à un travail de renouvellement pour enregistrer, retraduire, gérer les tensions, penser les « filiations », c'est-à-dire organiser *le passage d'un état à un autre*. D'ailleurs, encore de nos jours, dans les mouvements de contre-offensive à la « mutation » du PCF en parti refondé et réformiste (mouvements qui se sont intensifiés depuis 1998), on trouve la trace de cette culture d'une éthique militante ouvrière sur laquelle B. Pudal a porté l'essentiel de ses travaux. C'est pourquoi, le questionnement de B. Pudal sur les relations entre changement et directions partisans, est toujours d'actualité et doit par conséquent dans notre étude donner lieu à un examen minutieux de la contribution de ces acteurs appartenant à l'appareil aux processus de changement. B. Pudal écrivait d'ailleurs récemment que tout bien pesé, l'étude des *aggiornamenti* (datés par cet auteur de 1961 à 1977, et de 1991 à 2002), tend à montrer par exemple que le « centralisme démocratique » n'a jamais été réellement mis en cause parce qu'en lui se condense la spécificité de l'expérience communiste [Pudal, 2002 : 545-559].

Toutefois, progressivement, à cause du recul électoral spectaculaire du suffrage communiste, de la stagnation du recrutement, de la décrue du militantisme, du tarissement des ressources financières, de l'affaiblissement des relais syndicaux, associatifs, et notabiliaires, c'est peu de dire du communisme français qu'il est passé en l'espace d'une décennie (les années 1980) d'une « époque organique » marquée par l'incrustation dans les plis de notre système politique d'une « contre-société » puissante et originale (vision valable jusqu'en 1979) à une « époque critique » (dont *le glas sonne* en 1988) marquée à l'inverse par l'épuisement progressif des multiples ressources qui singularisaient jusqu'alors le phénomène communiste et expliquaient pour une large part son rayonnement et sa longévité. C'est donc à *un autre PCF* que les auteurs, ont dès lors consacré leurs études. Or, cette confrontation à ce parti en pleine désagrégation nous semble féconde pour l'analyse des rapports entre changement partisan et discours sur le changement.

Pour le parti communiste, qui avait toujours fondé son action sur une conception conflictuelle des rapports entre groupes sociaux, la sensible diminution de la conscience d'appartenir à une classe fut synonyme d'une perte d'identité. Sa force résidait dans sa spécificité. Le PC n'était pas, ne voulait pas être *un parti comme les autres* (Georges Lavau). Il était le parti de la classe ouvrière. Mais, à mesure que la société se transforma, que les problèmes ouvriers furent traités par des mécanismes légaux et contractuels, il perdit sa principale raison d'être [Michelat, Simon, 2004]. Nous pouvons prendre l'exemple archétypal de Longwy, en 1984. En effet, comme a pu le montrer Gilles Nézosi [1999] le plan de restructuration de 1984 sonne la fin du modèle de « l'Homme du fer ». Au-delà de la seule dénonciation du « plan Barre », les syndicats et le PC divergent dans l'attribution des responsabilités : la CFDT explique la crise par des causes essentiellement françaises, la CGT et le PC par des causes étrangères. La Convention Générale de Protection Sociale (CGPS)<sup>23</sup> est perçue à Longwy comme fossoyeuse des luttes et de la sidérurgie par certains, mais telle une porte de sortie honorable pour d'autres. Les mesures de la CGPS coupent les partis politiques et les syndicats de leurs soutiens auprès de la population. On passe d'un modèle accepté par les adhérents à une contestation des liens privilégiés avec le PCF. On arrive à une critique globale du système et à un partage plus ou moins déterminé des attributions de chacun. Cette contestation du politique sert une volonté de retour aux sources du mouvement ouvrier. Pour la première fois, les sidérurgistes s'attaquent à des cibles représentant les partis de la gauche dans la ville. C'est la fin d'un monde.

---

<sup>23</sup> Un plan proposé par le gouvernement.

En outre, les conclusions de Marc Lazar dans *Maisons Rouges*, nous renseignent, dans un second temps, sur le poids des évolutions extérieures au PC (y compris le remaniement des rapports de forces politiques) en termes d'incitations au(x) changement(s), de production d'une rhétorique spécifique à la circonstance, et d'entames réelles de projet(s) de changement(s) [Lazar, 1992 : 181]. Pour M. Lazar, c'est à partir du début des années soixante-dix que : « PCF et PCI, dans un contexte turbulent, (...) reprennent l'initiative stratégique, retrouvent une grande marge d'action et bénéficient d'un nouveau rayonnement » [*ibid.* : 121-122]. Or, pour comprendre la résonance d'une rhétorique du changement dans un PCF en régression, nous aurons recours à l'analyse de Marc Lazar, parce que l'auteur de *Maisons rouges* accorde « à la *petite musique* » du PCF toute son importance dans un développement successif et divergent de celui du PCI, et dans l'approche finale profondément différente de la crise de ces deux partis (dans la seconde partie du livre, notamment dans le chapitre intitulé « Les alchimies communistes » consacré à la culture des deux formations). Mais, comme le souligne l'auteur à propos des annonces de changement(s) :

« Ces déclarations ne firent que renforcer les tensions internes au parti : les uns y voyaient autant de mesures d'intégration aux systèmes politiques, les autres les jugeaient trop timides. Elles plaçaient donc les dirigeants devant des choix afin de déterminer si leurs propos n'étaient que manœuvres tactiques ou *l'indice de changements substantiels et durables.* » [Lazar, 1992 : 143]

De surcroît, cette question du changement est très importante car elle a des répercussions sur l'analyse et la stratégie politique du PCF :

« les deux PC démontrent des difficultés assez comparables pour assimiler les demandes, les aspirations et les comportements des nouveaux militants et des électeurs gagnés dans les années soixante et soixante-dix. La mise en place de ces politiques s'est toutefois accompagnée d'une acceptation grandissante d'un certain nombre de valeurs et de principes démocratiques qui apparut, à l'époque, *encore plus saisissante dans le cas français : elle rompait avec une tradition et elle se faisait de façon accélérée et retentissante.* » [Lazar, 1992 : 143-144]

D'ailleurs, cette situation représente l'horizon indépassable que nous laissent entrevoir S. Courtois et M. Lazar dans leur conclusion en s'interrogeant une dernière fois sur le destin de cet étrange mélange d'archaïsme et de modernité, dont fut porteur le Parti communiste français, particulièrement au moment de son embellie dans les années 1970<sup>24</sup>. Et si l'avenir des communismes était, comme celui des étoiles, de continuer de briller très longtemps après leur mort ? Il est intéressant de relever, à cet effet, que depuis 1994 et au moins jusqu'en 1998, l'imposante production du Parti en termes de rhétoriques du changement masque imparfaitement une sentimentalité française qui, comme l'a montré Marc Lazar dans un ouvrage sorti peu de temps après les présidentielles du printemps 2002, trouve sa source dans cinq passions [Lazar, 2002]. Ces matrices dans lesquelles le communisme s'est construit une identité conjuguant à la fois le social et le culturel, le national et l'international, le totalitaire et le religieux, ne semble pas être en voie d'extinction. Alors que ce sont justement les discours de changement et de permanence qui ont été tenus sur cette identité qui nous serviront de fil conducteur dans notre recherche, il apparaît, à la lecture de l'ouvrage de M. Lazar, que ces passions qui peuvent être considérées comme des « chaudrons magiques » dans lesquels le communisme français a emprunté, hérité, forgé sa carte d'identité, sa génétique, consignent toute la fabrique des différences qui séparaient, jusqu'il y a peu, le PCF des autres formations politiques.

---

<sup>24</sup> De l'extrême fin des années 1960 à la fin des années 70 [Courtois, Lazar, 2000 : 361-397].

Beaucoup plus récemment, Dominique Andolfatto évoque une organisation spectatrice de son propre déclin, un PCF qui « tend à conférer à la définition des partis (...) une nouvelle extension : le parti-archive, le parti comme lieu de mémoire, le patrimoine historique » [Andolfatto, 2005]. D'ailleurs, comme cet auteur le montre, c'est cette fonction de lieu de mémoire qui est prédominante aujourd'hui. Cependant, comme il est indiqué au tout début de l'ouvrage, « dans la décennie 1970, la stratégie suivie par le PCF, à raison d'ambitions difficilement conciliables, de non-dits, puis de zigzags ou d'impasses, a induit (...) plusieurs "traumatismes" ou "drames" avec l'opinion publique ». (p. 5). Puis, face aux mutations socio-économiques, aux bouleversements géopolitiques de la fin des années 1980 symbolisé par la chute du mur de Berlin, le PC français est apparu comme tétanisé. Traumatismes, révolutions manquées, mutation, « ostalgie » : telles sont en effet les principales étapes que D. Andolfatto nous propose d'aborder.

Dans la première moitié des années 1980, l'évolution de l'image du PCF s'avère finalement à rebours de tous les efforts déployés pour tenter de la modifier dans les années 1970. Tant et si bien qu'au comble du désarroi, avec la chute des régimes des pays de l'Est (en 1989-1991), et après la dimension sociétale, « c'est la dimension téléologique du communisme, son cadre de références théorique et pratique, sa présence au monde, qui s'écroulent » (p. 38). Reste à se demander si la résistance de ce cadre mental n'explique pas finalement une impossible adaptation. Comme le rappelle fort justement D. Andolfatto, toutes les tentatives de rénovation, de reconstruction, de refondation ont échoué. Un « esprit de parti » a manifestement contribué, lui aussi, à l'échec des changements. La preuve en est qu'il faudra attendre septembre 1989, et la visite de Georges Marchais en Union soviétique <sup>25</sup>, pour que le secrétaire général du PCF concède timidement que « l'analyse des difficultés demeure principalement diachronique : "le nouveau se heurte à l'ancien"... » (p. 55). Quid alors du renouveau du parti en tant que forme d'organisation ? Il « exigeait, selon l'ancien ministre Anicet Le Pors, de « refonder l'identité communiste autour de "valeurs universelles" » [Le Pors, 1993 : 132]. D'ailleurs, A. Le Pors comme Charles Fiterman retiendront de la *perestroïka* la nécessité d'une transformation profonde du PC. Les « Refondateurs [du PCF] se heurtent en effet à des habitudes, des certitudes, des représentations qui, au sein du parti, sédimentent comme une forme d'"impensé" sur le déferlement des événements de 1989-1991 » (p. 69). Les « tempêtes internes », comme le remarque D. Andolfatto, les divisions de ces courants critiques, leur incapacité à œuvrer en commun et, paradoxalement, cet "esprit de parti qui pousse même les plus critiques au travail idéologique et, parfois, à un certain autoritarisme", expliquent également leur échec » [Llabres, 1993 : 157 et 168]. S'en suit pourtant, « une mutation » dont on sent que l'auteur a beaucoup de peine à ne pas considérer comme « superficielle ». En témoigne, par exemple, au 28<sup>e</sup> congrès (où se déroule la passation de pouvoir entre Georges Marchais et Robert Hue), en 1994, l'abandon du titre de « secrétaire général » pour celui de « secrétaire national » ; en atteste également le fait que le « bureau politique » se nommera dorénavant le « bureau national ». D'ailleurs, la référence au marxisme qui avait disparu des statuts en 1979, paradoxalement (puisqu'on parle de changement, de « mutation ») sera ré-introduite en 2001. En outre, alors que les « Refondateurs », composés d'un réseau d'élus, formalisent leurs convergences autour d'une revue au titre évocateur (*Futurs*), Robert Hue (quelques jours après sa nomination) privilégie les retards d'analyse du PCF sur les pays de l'Est, s'inscrivant dans une perspective critique des plus classiques. Cependant, le 31<sup>e</sup> congrès, en octobre 2001, devait donner naissance à une nouvelle

---

<sup>25</sup> « Un entretien avec Georges Marchais au terme de sa visite en Union soviétique », *L'Humanité*, 27 septembre 1989.

formation, changement qui n'a pourtant pas eu lieu. Dans ces conditions, « la "reconstruction" du PCF, que Guy Poussy, [*Combat*] poursuit, n'est-elle pas d'abord mentale ? » (p. 123).

Or justement, situées à l'interface de l'individuel et du social, du rationnel et du pulsionnel, de l'imaginaire et du discursif, les représentations sont à la fois des constituants (mentaux) et des contenus de pensée très opératoires. Pas de représentations sans pensée, bien entendu, mais pas de pensée sans représentations. Les représentations s'élaborent à partir de matériaux très divers, voire hétéroclites : images, formules sémantiques, réminiscences personnelles ou souvenirs collectifs, croyances... Quant à leur émergence, elle est contingente par le contexte politique ou sociohistorique. D'un point de vue épistémologique, une représentation, parce qu'elle est représentation est nécessairement « fautive » puisqu' « elle ne dit jamais de l'objet exactement ce qu'il est », mais en même temps elle est « vraie » en ce qu' « elle constitue pour le sujet un type de connaissance valide duquel il peut tirer le principe de ses actes ». Quant à l'émergence des représentations, elle se joue sur une triple scène : la scène 1 constituée par l'imaginaire individuel où apparaissent les représentations individuelles, la scène 2 est celle de l'imaginaire collectif où apparaissent plus précisément les représentations sociales, et la scène 3 composée de la réalité sociale agie où se manifestent les actions socialement représentées. Les trois scènes étant naturellement en relation étroite.

En définitive, l'apport des auteurs qui ont écrit sur le PCF de la période la plus récente (1999-2005) est de chercher à comprendre l'étrange résilience de la culture communiste en France, en posant la question du rapport entre *le* communisme et *le* politique. Question *a priori* paradoxale tant il apparaît évident que le PCF n'a jamais cessé à la fois de politiser ses discours et d'idéologiser ses actions politiques. Le communisme français n'a pour autant jamais cessé de penser une manière originale du vivre ensemble, d'essayer d'organiser une contre-société providentielle peuplée d'hommes nouveaux. Toutefois, nous ne considérons pas que le communisme français doit son appartenance à la catégorie des objets mystérieux précisément parce qu'il est perpétuellement traversé de forces contraires, déchiré de paradoxes. Il ressort en effet, des analyses des auteurs cités, qu'une profonde dynamique d'hybridation qui aura vu le PCF se transformer à la fois en légataire auto-proclamé du roman national, en porte-parole tribunitien des couches populaires, en parti démiurge de la classe ouvrière, en soldat de l'Internationale... c'est-à-dire en autant de rôles qui ont été endossés, assumés, légitimés grâce à l'entretien d'une culture politique fortement marquée par un imaginaire particulier correspondant à un moment donné. Le PCF peut être qualifié de « parti mutant » par excellence, aussi parce que son histoire montre qu'il a mêlé dans ses discours une lecture politique et une lecture idéologique du communisme, une approche sociale et une approche anthropologique des communismes, une nature à la fois unique et plurielle, téléologique et sociétale. Ces caractères, loin de s'être opposés se sont mariés, loin de se hiérarchiser se sont complétés, fût-ce au prix d'ajustements pratiques et rhétoriques, ponctuels et médiatisés.

C'est pourquoi, après avoir considéré les représentations sociales dans leur être, nous allons nous efforcer de les appréhender dans leur devenir, leur dynamique, c'est-à-dire par rapport à leur inscription dans une chronologie.

### ***La culture et l'identité partisane du PCF : les sujets prioritaires du changement***

Il arrive ainsi que, du fait des aléas événementiels ou conjoncturels, une représentation « A » avec un contenu bien défini en un temps, évolue pour acquérir un

contenu très sensiblement différent. Sa transformation, en une représentation « B », peut s'effectuer d'une manière plus ou moins lente et insidieuse. Au fond, on peut dire que « les représentations (sociales) fournissent une grille de décodage, d'interprétation du monde et une matrice de sens qui jouent comme processus d'arbitrage de la réalité » [Mannoni, 2001 : 90]. Or, s'ils veulent être un pôle de référence pour les citoyens, les partis politiques doivent être capables de donner des repères. Pour cela, un parti ne peut faire l'économie d'une réflexion sur son identité. En fonction de la tradition idéologique du parti, l'identité sera périodiquement adaptée, notamment avant des élections importantes. Or, l'identité est en partie de l'ordre des représentations. Elle commence à se constituer précocement, dans la confrontation du sujet au monde et aux autres, par la mise en œuvre de comportements de socialisation.

Et, ce qui premièrement, parmi les composantes essentielles qui permettent de caractériser ce qu'est l'identité d'un parti politique, nous retenons : la culture. En effet, quand l'identité du PCF change, c'est d'abord la culture partisane qui est atteinte par ce processus. Défini largement, le mot « culture » recouvre les structures de compréhension à travers lesquelles les hommes donnent forme à leur expérience. La culture politique désigne donc une sorte de code, c'est-à-dire un ensemble de référents formalisés au sein d'une tradition politique, au moyen desquels se perpétue et se développe un modèle d'intelligence du réel. Pour notre part, répertorier dans un premier temps les « mots fétiches » qui sont autant de signes de l'émergence d'une thématique et surtout d'une *problématique* du changement, depuis le milieu des années 1970, est une priorité. C'est ce que Marc Lazar résume en écrivant qu'il faut « accorder une attention particulière à la synergie qui s'est réalisée entre l'organisation et la culture communiste » [Lazar, 2003 : 227-257 ; Cefaï, 2001 : 317-339]. Ce processus d'institutionnalisation correspond à « une transformation de nature identitaire », où l'organisation apparaît « distincte des individus qui la composent et investie d'une volonté autonome », cependant que sa culture « investit aussi le psychisme individuel, en modelant en profondeur les structures de la personnalité » [Chevallier, 1994 : 242]<sup>26</sup>. L'identité est constituée en système, et à chaque dimension positive correspond sa menace. Elle doit ainsi être sans cesse retrouvée, réaffirmée par la mise en œuvre de réaménagements intégrateurs, qui permettent au sujet de « s'approprier », en quelque sorte, « ce qui lui arrive ». Par la mobilisation de processus complexes, les vécus de rupture, de crise ou de conflit peuvent être mis en représentation(s), passer ainsi dans le champ de l'expérience et du savoir subjectif, et venir enrichir l'identité propre en la transformant [Abric, 1988 : 64].

Mais la culture communiste, comme toute culture politique, s'exprime aussi à travers des rites et des symboles [Berstein, 1995 : 929-932], et véhicule des valeurs profondément enracinées chez les adhérents au point de devenir inconscientes. M. Hastings<sup>27</sup>, pour sa part, qualifie d'« intelligence baroque du communisme » : les *stratégies composites d'implantation dans des milieux locaux* (c'est-à-dire un communisme qui colle aux « traditions » des territoires ou des pays) [Fourcaut, 1988]<sup>28</sup> et de *réalisation d'un projet* universaliste (l'annonce du renversement de la domination politique, économique, et sociale exercée par le capitalisme ou le libéralisme) ; la reprise d'un *héritage* doctrinal et institutionnel lié au parti - autrement dit, à nouveau, la « tradition » - et l'invention de formes d'organisation et de légitimation ajustées à un contexte (ce qui signifie encore une fois, le « changement », mais pour ce qui concerne

---

<sup>26</sup> « Identité, organisation, institution ».

<sup>27</sup> Lire plus particulièrement Hastings [1991]

<sup>28</sup> De ce point de vue, d'autres recherches, montrent également les modulations de cette matrice commune « aux couleurs du local », dont Fourcaut [1988].

personnellement cette fois-ci le parti). Ainsi, on peut pointer précisément la dialectique dispensée par le parti communiste français, l'alliage entre d'un côté une intelligence performative qui vise à fonder l'utopie portée par l'idéologie marxiste-léniniste, c'est-à-dire une forte volonté de changement manifeste pour la société et implicite pour lui-même, et de l'autre « une intelligence idiosyncrasique, qui épouse de façon capillaire les caractéristiques d'un terroir, (...) son patrimoine en croyances, en *ethos* et en identités » [Cefai, 2001 : 26], autrement dit se glisse dans l'écrin de la tradition par aspiration à durer le plus longtemps possible...La mise en exergue de ce difficile équilibre à tenir rejoint les propos plus généraux de Denis-Constant Martin :

« S'il faut approcher l'identité par son environnement, celle-ci, alors, prend très clairement la place assignée au mythe [Balandier, 1988 : 17-39]<sup>29</sup>. (...) Elle peut évoquer l'incertitude et l'angoisse en formulant un désir de liens, de sens et de valeurs partagés [Martin, 1994 : 19-20]. »

C'est la raison pour laquelle, le peu de temps consacré par les dirigeants à établir et consolider un rapport de confiance avec les militants est inversement proportionnel à la difficulté qu'ils ont à faire accepter des changements en termes de culture. Cette dernière est véhiculée par le PCF dans ses discours et son vocabulaire spécifique, et par les comportements bien marqués de ses membres, auxquels il est possible d'ajouter l'idée d'espaces politiques, mais aussi d'itinéraires personnels, à un point tel que :

« parler de culture communiste, [c'est] concevoir le communisme comme un feuilleté de sédimentations politiques et sociales qui vient donner corps et vie à un projet international lui-même mis en appareil. Une approche "par le haut" du communisme risque d'oublier cette part du bricolage permanent mené par tous ceux qui ont eu historiquement une pratique du communisme. » [Hastings, 2001 : 320]

Dès lors, la culture communiste en France recouvre des opérations de configuration dramatique et narrative d'intrigues (la création du parti à Tours, les congrès qui ont fait date tel le 22<sup>e</sup> congrès de 1976...) <sup>30</sup>, de désignation d'acteurs collectifs (*Les Résistants*), et de production de relations d'intention à expression (l'interview de Maurice Thorez au *Times* en 1946 et l'élaboration progressive d' « une voie française au socialisme »). Au niveau collectif, l'idéologie politique, comme nous l'avons déjà suggéré plus haut, réorganise, elle aussi, les données du réel posées et comprises d'emblée à travers le système interprétatif des représentations qui constituent l'idéologie en question. C'est « une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée ayant une visée pratique » [Jodelet, 1989 : 36]. Dans ses différents travaux, M. Denis [1989] soulignait qu'en tant que « produit » d'une activité mentale, une représentation témoigne des éléments qui ont présidé à son élaboration par un individu ou un groupe : « qui transmet, en codant les significations après les avoir sélectionnées, triées » [Mannoni, 2001 : 73]. On aura compris que l'activité représentationnelle a pour finalité de favoriser un repérage du sujet par rapport à son environnement « par l'intermédiaire d'un agencement de la connaissance à visée adaptative » [Mannoni, 2001 : 78-79]. Or, la pratique politique se réalise dans une trame de sens :

« Les partis politiques constituent des ateliers d'identités et d'imaginaires collectifs, et participent à la structuration des grammaires culturelles mobilisées par les militants, les sympathisants et les électeurs à travers les interprétations qu'ils se font du monde et de leurs propres rapports à celui-ci. Tout parti politique est donc un lieu de discours qui ne peut atteindre ses fins qu'en organisant une structure de sens <sup>31</sup>. » [Hastings, 2001 : 22-23]

---

<sup>29</sup> Au sens que lui donne Georges Balandier [1988 : 17-39].

<sup>30</sup> Lire à ce sujet Mer [1977].

<sup>31</sup> Hastings M., « Chapitre I<sup>er</sup> : Partis politiques et administration du sens ».

Faisant figure de môle central à l'identité communiste en France, la culture résulte de l'activité principale du parti comme « institution du sens », une activité consistant à administrer l'invention, l'entretien, et la circulation d'un « esprit objectif » défini comme « la présence du social dans l'esprit de chacun » [Hastings, 2001 : 21] <sup>32</sup>. Les partis politiques délivrent donc des manières de penser autant que des manières d'agir. D'ailleurs, dans une perspective weberienne, on peut définir l'action politique comme une activité qui comporte un sens visé par les acteurs et par rapport auquel ces acteurs ajustent leurs comportements. Ainsi, le Parti communiste apparaît comme étant à la fois « continué et novateur » <sup>33</sup> qui « peut et doit se transformer en restant ce qu'il est dans ses fondements » <sup>34</sup>. Il s'agit donc, à chaque occasion de construire une démarche nouvelle à partir des qualités de l'ancienne. Les communistes disent donc avoir beaucoup appris, sensiblement changé. Ils l'ont fait toutes générations confondues. Mais : « c'est toujours la même identité révolutionnaire. Nous avons en fait atteint notre maturité de parti. Non pour être moins communiste, mais pour l'être mieux <sup>35</sup>. » Pareillement, quand, au 29<sup>e</sup> Congrès (décembre 1996), Jean-Jacques Karman mit l'accent sur « la diversité des sensibilités » (en parlant des « conservateurs » dont il fait partie) pour prôner un retour aux sources, il indiqua : « Je veux parler de ceux qui sont pour changer, pour être plus communistes » <sup>36</sup>. Les communistes paraissent dans l'impossibilité d'abandonner totalement leur identité d'origine, du moins d'un point de vue rhétorique. Ils restent sans cesse tendus entre leur passé et leur volonté de se renouveler. Notre démarche vise donc à dégager puis à définir les figures d'énonciation du changement au Parti communiste français.

Trois principales directions de travail, que nous développerons davantage dans notre intervention orale, peuvent donc, en vertu de ces questionnements et hypothèses, être approfondies pour leur portée heuristique : le rôle des acteurs du changement ; l'implication d'une rhétorique du changement ; et enfin, les raisons et les façons de changer.

---

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 21.

<sup>33</sup> *Cahiers du communisme*, mars-avril 1985, *op. cit.*, p. 209.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 219.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 150 ; la même idée est exprimée exactement avec les mêmes termes au 28<sup>e</sup> congrès (*Cahiers du communisme*, février-mars 1994, *op. cit.*, p. 51, et 371).

<sup>36</sup> Karman J.-J., *Cahiers du communisme*, janvier-février 1997, n°1-2, *op. cit.*, p. 66.

## Références bibliographiques

- « Un entretien avec Georges Marchais au terme de sa visite en Union soviétique », *L'Humanité*, 27 septembre 1989.
- Abric J.-C., *Coopération, compétition et représentations sociales*, Cousset, Del Val, 1988.
- Andolfatto D., *PCF : de la mutation à la liquidation*, Paris, Editions du Rocher, 2005.
- Ansart P., *Idéologies, conflits, et pouvoir*, Paris, PUF, 1977.
- Ansart P., *La gestion des Passions politiques*, Lausanne, L'âge d'Homme, 1983.
- Amartya S., « Pour en finir avec l'économisme », *Politique internationale*, n°92, été 2001.
- Balandier G., *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 1967.
- Balandier G., *Le désordre. Eloge du mouvement*, Paris, Fayard, 1988.
- Bayart J.-F., « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, n°3, juin 1985.
- Becker J.-J., *Le Parti communiste veut-il prendre le pouvoir ? La stratégie du PCF, de 1930 à nos jours*, Paris, Seuil, 1981.
- Berstein S. (dir.), *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 2003.
- Berstein S., « Rites et rituels politiques », dans Sirinelli J.-F. (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au 20<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1995.
- Bon F., *Les discours de la politique*, Paris, Economica, 1991.
- Braud Ph., *L'émotion en politique. Problèmes d'analyse*, Paris, PFNSP, 1996.
- Cahiers du communisme*, février-mars 1994.
- Cahiers du communisme*, mars-avril 1985.
- Castoriadis C., « L'évolution du PCF » (texte écrit entre juillet et octobre 1977), *Esprit*, décembre 1977.
- Cefaï D. (dir.), *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001.
- Centre de relations internationales et de sciences politiques d'Amiens - Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, *L'Identité politique*, Paris, PUF, 1994.
- Chesneaux J., *Habiter le temps. Passé, présent, futur : esquisse d'un dialogue politique*, Paris, Bayard, 1996.
- Clark P.-B., Wilson J.-Q., « Incentives systems : a theory of organizations », *Administrative Science Quarterly*, 1961, 6, 1, p. 129-166.
- Courtois S., Lazar M., *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 2000.
- De Certeau M., *L'invention du quotidien*, Paris, UGE, 1980.
- Denis M., *Image et cognition*, Paris, PUF, 1989.
- Dormagen J.-Y., *Au nom du nom ou la fin du Parti communiste italien, et la naissance du parti de la Refondation communiste*, Mémoire pour le DEA de sociologie politique, dir. Lazar M., Paris I, décembre 1992.
- Dubois C. G., *L'imaginaire de la Renaissance*, Paris, PUF, 1985.
- Duhamel O, Weber H., *Changer le PC ? Débats sur le gallocommunisme*, Paris, PUF, 1979.
- Edelman M., *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Seuil, 1991.
- Féron E., Hastings M. (dir.), *L'imaginaire des conflits communautaires*, Paris, L'Harmattan, 2002.

- Foucault M., *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971.
- Fourcaut A., *Un siècle de banlieue parisienne 1859-1964*, Paris, L'Harmattan, 1988.
- Girault J. (dir.), *Les héritages du congrès de Tours (1920-1990)*, Première session des carrefours de la pensée, Le Mans, 1992.
- Gouldner A. W., « Organizational analysis », in Merton R.-K., Broom L., Cottrell L.-S. Jr. (eds), *Sociology today. problems and prospects*, New York, Basic Books, 1959, p. 400-428.
- Harris A., (de) Sédouy A., *Voyage à l'intérieur du Parti communiste*, Paris, Seuil, 1974.
- Hastings M., « Chapitre I<sup>er</sup> : Partis politiques et administration du sens » dans Andolfatto D., Greffet F., Olivier L. (dir.), *Les Partis politiques : quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- Hastings M., *Halluin la rouge : 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire : singularités écologiques et stratégies d'implantation*, Presses Universitaires de Lille, 1991.
- Karman J.-J., *Cahiers du communisme*, janvier-février 1997, n°1-2.
- Katz R., Mair P., « Changing models of party organization and party democracy : the emergence of the cartel party », *Party Politics*, 1995, vol. 1, 1, p. 5 et s.
- Koole R., « Cadre, catch-all or cartel ? A comment on the notion of the cartel party », *Party Politics*, 1996, 2 (4).
- Koole R., *De opkomst van de moderne kaderpartij. Veranderende partijorganisatie in Nederland 1960-1990. De ontwikkeling van de Nederlandse politieke partijen aan het begin van de jaren zestig tot de moderne kaderpartijen*, Utrecht, Het Spectrum, 1992.
- Kriegel A. (a), *Aux origines du communisme français, 1914-1920*, Paris, La Haye, Mouton, 2 vol., 1964.
- Kriegel A. (b), *Le congrès de Tours. Naissance du parti communiste français*, Paris, Gallimard, 1964.
- Kriegel A., Bourgeois G., *Les communistes français dans leur premier siècle, 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985.
- Kriegel A., *Communismes au miroir français : Temps, cultures et sociétés en France devant le communisme*, Paris, Gallimard, 1974.
- Kriegel A., *Les communistes français – Essai d'ethnographie politique*, Paris, Seuil, 1968.
- Labbé D., *Le discours communiste*, Paris, PFNSP, 1977.
- Lavau G. « Le parti communiste dans le système politique français », *Le communisme en France*, Paris, A. Colin, 1969.
- Lavau G., « A la recherche d'un cadre théorique pour l'étude du PCF », *Revue française de science politique*, 18 (3), juin 1968.
- Lavau G., « Partis et systèmes politiques – interactions et fonctions », *Revue canadienne de Science politique*, 2 (1), 1969.
- Lavau G., *A quoi sert le Parti communiste français ?*, Paris, Fayard, 1981.
- Lavau G., *Partis politiques et réalités sociales. Contribution à une étude réaliste des partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1953.
- Lavau G., « L'historiographie communiste, une pratique politique », dans Birnbaum P., Vincent J.-M. (eds), *Critique des pratiques politiques*, Paris, Galilée, 1978.
- Lavau G., « The PCF, the State and the Revolution », in Blackmer D., Tarrow S., *Communism in Italy and France*, Princeton, Princeton University press, 1975.
- Lazar M. (dir.), *La gauche en Europe depuis 1945 : invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, 1996.
- Lazar M., *Le communisme. Une passion française*, Paris, Perrin, 2002.

- Lazar M., *Maisons Rouges, les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992.
- Le Bart C., *Le discours politique*, Paris, PUF, 1998.
- Le Pors A., *Pendant la mue, le serpent est aveugle*, Paris, Albin Michel, 1993.
- Leroy R., « Notre conception de la politique », *Les Cahiers du communisme*, mars-avril 1985.
- Llabres Cl., *Les tribulations d'un iconoclaste sur la planète rouge*, Calman-Lévy, Paris, 1993.
- Mair P., « Myths of electoral change and survival of traditional parties », *European journal of political research*, 1993, 24.
- Mair P., « Party organizations : from civil society to the State », in Mair P., Katz R. (eds), *How parties organize*, London, Sage, 1994.
- Mannoni P., *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 2001.
- Martin D.-C. (dir.), *Cartes d'identité : comment dit-on « nous » en politique*, Paris, PFNSP, 1994.
- Mer J., *Le parti de Maurice Thorez ou le bonheur communiste français*, Paris, Fayot, 1977.
- Michelat G., Simon M., *Les ouvriers et la politique : permanences, ruptures, réalignements*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.
- Neisser U., *Cognition and reality : principles and implications of cognitive psychology*, op. cit.
- Nézosi G., *La fin de l'Homme du fer, Syndicalisme et crise de la sidérurgie à Longwy, 1963-1993*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- Panbianco A., *Political parties : organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 (1982).
- Passevant R., *L'Hiver rouge, l'enquête jamais réalisée sur les communistes français*, Paris, J & D éditions, 1993.
- Perrow C., *Complex organizations. A critical essay*, Glenview, Scott, Foresman and Co, 1972.
- Pudal B., « La beauté de la mort communiste », *Revue française de science politique*, 52 (5-6), octobre-décembre 2002.
- Pudal B., *Prendre Parti : pour une sociologie historique du PCF*, Paris, PFNSP, 1989.
- Silverman D., *Sociology of organizations*, London, Heinemann Educational Books, 1970.
- Von Beyme K., « Party leadership and change in party systems : towards a postmodern party State ? », *Government and Opposition*, 1996, 31.
- Watzlawick P., Hacker A.-L., *L'invention de la réalité*, Paris, Seuil, 1996.